

<https://ricochets.cc/Greve-generale-presque-partout-sauf-en-metropole-Guadeloupe-Martinique-Polynesie-en-grève-generale.html>



Grève générale presque partout, sauf en métropole ? Guadeloupe, Martinique, Polynésie en grève générale

- Les Articles -

Date de mise en ligne : jeudi 25 novembre 2021

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

Grève générale presque partout, sauf en métropole ? Guadeloupe, Martinique, Polynésie en grève générale

La grève et la contestation s'étendent face aux brutalités et impasses entretenues par le gouvernement, qui ne parle que d'ordre et de sécurité.

- [Après la Guadeloupe, la Martinique en grève générale : « nous lançons un appel aux travailleurs français »](#) - Les habitants de Martinique, dans la foulée de la Guadeloupe, lancent une grève générale. La Polynésie française pourrait en entamer une aussi, dès ce mercredi 24 novembre. Sur ces trois territoires, l'obligation vaccinale a été le point d'achoppement à l'origine du mouvement. Mais les revendications dépassent ce seul conflit, et remettent sur la table des enjeux de pauvreté, d'état des services publics et de scandales sanitaires. (...) Le dialogue avec les autorités semble, dans tous les cas, rompu. « Dans un courrier daté du 29 septembre 2021, le préfet rejetait l'ensemble des propositions et mettait fin à toutes négociations », rappellent, dans un communiqué du 19 novembre, les Organisations en lutte contre l'obligation vaccinale et le passe sanitaire en Guadeloupe. « La seule réponse des services de l'Etat et des patrons du privé : arrestations arbitraires, harcèlement des travailleurs, violences policières, condamnations, suspension des contrats de travail ». (...) « Lorsque vous envoyez les unités d'élite, ce n'est pas pour calmer les choses, mais les envenimer », observe Gabriel Jean-Marie. Ce dernier dénonce un « gouvernement d'incendiaires, qui jette de l'huile sur le feu ».
- [Echec des négociations, grève générale effective](#) - Tahiti, le 23 novembre 2021 - Des positions tranchées de part et d'autre : les discussions poursuivies mardi soir, entre le gouvernement et l'intersyndicale à l'origine des préavis de grève, se sont achevées à 0 h 30 sans accord. La grève générale est effective.

« Nous lançons un appel aux travailleurs de France », répète Gabriel Jean-Marie, qui espère cette fois transformer l'essai. « Le combat que nous menons, c'est celui que mènent de nombreux travailleurs sur leurs conditions de travail précaires ou le prix des carburants ». Mais la jonction avec l'Hexagone n'est pas évidente. En 2019, les Gilets Jaunes avaient repris des revendications et des modes d'action (comme l'occupation de ronds-points) expérimentés aux Antilles en 2009. Avec dix ans d'écart. « Les Gilets Jaunes, c'était une déflagration, mais en différé », observe le leader syndical.

Qu'en sera-t-il aujourd'hui ? Gabriel Jean-Marie ne désespère pas de faire front commun. « Nous disons aux travailleurs français : le gouvernement qui nous opprime, c'est le même. Plutôt que de s'observer et de lancer des mouvements séparés, unissons nos forces ».



Grève générale presque partout, sauf en métropole ? Guadeloupe, Martinique, Polynésie en grève générale
Grèves, blocages, barricades, manifestations, émeutes...

Grève générale en Martinique aussi

Si l'attention médiatique se porte sur la Guadeloupe, la Martinique connaît également une très forte mobilisation de sa population contre le pass sanitaire mais aussi contre les mauvaises conditions de (sur)vie. Une grève générale est en cours depuis deux jours, accompagnée de blocages, barrages et affrontements avec les forces de l'ordre.

(post de Cerveaux non disponibles)

Leur obsession, c'est l'ordre et la sécurité

- ▶ Le gouvernement et Macron s'inquiètent, et ils ne parlent que de répression et de la peur d'une volonté de "séparation" des territoires d'outre-mer, ils veulent comme d'habitude discréditer le mouvement en mettant en avant les dégradations et les barrages, alors que tout le monde sait bien que quand rien n'est cassé ni bloqué les gouvernements enfument et détournent le regard. Leur obsession, c'est l'ordre et la sécurité, comme la droite et les extrêmes droites, voir :
 - [Crise en Guadeloupe : pourquoi l'exécutif surveille la situation comme le lait sur le feu](#) - *A quelques mois de l'élection présidentielle, la crise aux Antilles, si elle venait à s'enliser, pourrait devenir un vrai danger pour le chef de l'Etat et sa majorité. (...) Derrière la crise en Guadeloupe, il y a le spectre - encore et toujours - des 'gilets jaunes'. De quoi inquiéter dans les couloirs du pouvoir ?*
"Tout est un danger à cinq mois des élections, c'est une évidence." (Sereine Mauborgne, députée LREM)
"On va rester dans une période très politique où tout va être utilisé contre Macron", relativise une source proche du pouvoir. **"On est concentrés sur la gestion de crise, il faut essayer de décapsuler en amont ces potentiels sujets de crise."** En réalité, la dangerosité de la situation guadeloupéenne pour l'exécutif tient en un mot : **sa durée**. "Si c'est quelques jours, ce sera vite oublié. Si c'est plusieurs semaines, c'est plus emmerdant", résume-t-on dans les allées du pouvoir. (...)
- ▶ **Le système anti-démocratique et autoritaire en place ne laisse pas d'autres choix aux peuples pour améliorer leur sort que de protester énergiquement, y compris souvent par des moyens dits illégaux. Ensuite le pouvoir réprime par la force armée, et reproche à chaque fois les moyens de lutte qu'il a lui même obligé à adopter par la violence sociale structurelle, sa propre intransigeance et ses premières répressions policières.**
Ainsi, dans tous les cas, les responsables des violences insurrectionnelles en vue de l'émancipation sont l'Etat et les gouvernements (et bien sûr aussi le techno-monde, le capitalisme...)
Pour rétablir la paix sociale relative, il faudrait alors que l'Etat et les gouvernements cèdent, laisse un espace aux contestataires pour mettre en place leurs revendications.
Mais les pouvoirs ne le veulent pas, ils veulent durer et faire durer le système en place, alors ils envoient les troupes, ce qui discrédite définitivement leur système, car ça montre qu'il n'est pas là au service des peuples.
A chaque contestation sociale ce mécanisme se répète, et on a du mal à en sortir car beaucoup croit encore à la fable de la démocratie-advenue-mais-imparfaite. Et les partis et syndicats de gauche marchent dans la combine, ce qui légitime la répression.

Malheureusement, dans une tyrannie, la seule non-violence, la persuasion morale, l'exemplarité et l'utilisation des seuls moyens autorisés par les tyrans ne suffisent pas à générer des changements positifs conséquents.

LES ANTILLES S'EMBRASENT, LA MARTINIQUE RENTRE DANS LA DANSE

Grève générale presque partout, sauf en métropole ? Guadeloupe, Martinique, Polynésie en grève générale

En Martinique et à l'appel de l'intersyndicale, une grève générale a commencé depuis le lundi 22 novembre sur la base d'une plateforme de 13 revendications : certaines relatives au pass sanitaire mais aussi des revendications sociales avec des demandes de hausse des salaires et des minima sociaux, ainsi que la fin du développement des emplois précaires.

Comme en Guadeloupe, l'île est à l'arrêt. Les axes stratégiques sont barricadés. La raffinerie SARA est bloquée et une pénurie d'essence pourrait débuter.

À Fort-de-France, les manifestations rassemblent plusieurs milliers de personnes. Des barrages sont érigés dans le centre-ville. Les nuits sont rythmées par des affrontements, notamment dans le quartier de Sainte-Thérèse où la jeunesse résiste aux forces de l'ordre qui tirent de nombreuses grenades lacrymogène tandis que l'hélicoptère de la gendarmerie survolent les habitations. Un homme a été pris en charge par les pompiers, sérieusement blessé suite à l'envoi d'une grenade de désencerclement - la GENL produite par l'usine alsetex dans la Sarthe.

Après seulement 3 jours de contestation, et ce contre l'avis des grévistes, les syndicats ont annoncé la levée des barrages pour que "la situation ne dégénère pas". Une annonce qui reste pour le moment sans effet puisque les blocages continuaient ce mercredi.

En Guadeloupe et Martinique la colère est grande. Les inégalités territoriales entre les îles et la métropole, le scandale environnemental et sanitaire du chlordécone et la gestion coloniale des départements des Antilles ont fini par allumé la mèche d'un climat social déjà explosif. À suivre...

(post de Nantes Révoltée)

LES FREE DOM APRES LA GUADELOUPE ET LA MARTINIQUE, LA POLYNÉSIE ENTRE EN GREVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE A PARTIR D'AUJOURD'HUI 24/11

Grève générale illimitée en Polynésie a partir du 24 novembre.

"L'intersyndicale fait le nécessaire sur le terrain depuis plusieurs jours pour mobiliser ses troupes dans "des secteurs qui risquent de paralyser un peu le Pays" : Stock et manutention des hydrocarbures, pompiers de la plateforme aéroportuaire internationale, agents de sécurité chargés de l'inspection et du filtrage des voyageurs à Tahiti-Faa'a. Au port de Papeete, les dockers des sociétés d'aconage menacent une cessation d'activité, au moins dans les sociétés Sat Nui et Cotada, majoritairement encartées CSTP-FO. Le service des remorqueurs, dont les marins sont affiliés Otahi, est également prêt à débrayer, avec à la clé impossibilité pour les navires de plus de 100 mètres de pénétrer en rade."

(post de Jacques Chastaing)